

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziale Arbeit = Revue suisse de travail social
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziale Arbeit
Band: - (2016)
Heft: 19-20

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Révisions critiques

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 06.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Buchbesprechungen / Révisions critiques

Vincent Artison (2015). Le travail social hors murs et les enjeux de sa formalisation.

Focus sur les notions de sécurité et insécurité (Berne : Peter Lang)

Vincent Artison nous donne à lire un ouvrage foisonnant sur les pratiques des travailleurs de rue, en cherchant à dépasser un tabou interne à la profession portant sur les notions de sécurité et insécurité.

Pour ce faire, il nous entraîne dans une recherche exploratoire qui nous permet de faire connaissance avec l'auteur, ayant été lui-même travailleur social hors murs de nombreuses années à Yverdon et exerçant désormais en qualité de formateur en Suisse romande et d'expert sur le plan international. Nous comprenons rapidement que celui-ci est fortement impliqué et que son objet de recherche est lié à sa propre histoire. C'est certainement cela qui l'entraînera sur un cheminement théorique et méthodologique sinueux, accroché aux pans de son expérience et de ses questionnements.

La première étape de ce périple le conduit à s'interroger sur le niveau de formalisation nécessaire au travail social hors murs et à la nécessité ou non d'une formation certifiée en la matière. Formaliser une pratique pour disposer d'un langage commun et rendre visible une approche méthodologique en vue de reconnaissance. A cette fin, il est évoqué le besoin de clarifier un cadre de compétences pour être en mesure d'appréhender les tensions de l'intervention afin de les traverser plus sereinement. Derrière ce questionnement se dissimule une problématique bien connue du travail social, qui est celle du contrôle social versus l'émancipation des personnes. En effet, les travailleurs sociaux sont souvent porteurs de missions qui englobent des exigences paradoxales. Les objectifs de l'action peuvent inclure l'aide et le contrôle; l'assistance et la participation citoyenne; le coaching individuel et l'action collective, la répression et la justice sociale. Heureusement, Vincent Artison ne s'arrête pas là où une littérature foisonnante a déjà exploré les limites et forces des dilemmes constitutifs de l'intervention sociale.

La phase exploratoire est définie comme *sérendipiteuse et intuitive*, concepts soutenus par l'auteur, qui illustrent le fait que dans le processus de recherche, il est pertinent de découvrir des résultats auxquels on ne s'attendait pas. Ce positionnement épistémologique l'entraîne à visiter des concepts peu travaillés dans le champ des pratiques et pourtant essentiels à l'éthique professionnelle, que sont la sécurité et l'insécurité. C'est ici que la problématique de recherche prend forme de manière originale et dépasse les présupposés de départ. Ce n'est plus la formalisation du travail social hors murs qui est au centre du propos mais bien la notion de sécurité, traversée par des intentions multiples et son corollaire, porté par le sentiment d'insécurité. L'auteur pose de nombreuses questions auxquelles il sera difficile de donner des réponses définitives. Il nous entraîne sur des chemins de traverse, serpentant dans un champ sémantique, parfois informel, en bon praticien du travail de rue. Le lecteur pourrait s'y perdre, mais ce ne sera pas le cas, car derrière les entrées multiples et les carrefours peu signalisés, l'auteur-chercheur tiendra sa ligne d'horizon. Si sur le plan méthodologique, nous traversons la recherche intervention, l'autobiographie raisonnée, différentes méthodes d'entretien, des focus groups et même un questionnaire à l'international, la force du travail réalisé se trouve dans le fait d'avoir réellement donné la parole à différents acteurs. Si les travailleurs sociaux hors murs restent les acteurs principaux, les forces de l'ordre et les publics de rue sont également sollicités.

Vincent Artison construit son objet sur la question sécuritaire en se demandant si celle-ci contrevient à l'éthique professionnelle, si elle peut être vectrice de reconnaissance ou enfouie par crainte de dévoilement. Choix de thème risqué puisque la corporation se justifie en affirmant qu'elle ne s'identifie pas comme facteur de sécurité, tout en sachant que celui-ci est toujours en jeu dans l'intervention. L'auteur se demande, à juste titre, s'il n'y a pas là un enfermement idéologique et sémantique qui dessert l'activité. Il renverse ce paradigme en faisant l'hypothèse que la démythification des concepts de sécurité et d'insécurité pourrait sortir le métier d'un certain engluement. En chercheur impliqué, il voit en cela une possibilité de faire émerger de nouveaux savoirs expérimentiels, de produire de la transformation sociale et ainsi de renforcer une certaine congruence entre les pratiques.

C'est à partir du partenariat entre les différents appareillages étatiques que l'auteur va conduire son exploration, au travers du social, de l'éducation, de la police et de la société civile, intuition bienheureuse et congruente, qui permet de sortir d'un entre-soi où la parole s'enferme.

On entre alors dans une partie du texte moins codifiée, à l'image du travail social hors murs, partie la plus riche du texte, qui met à jour les ambivalences de l'activité et ce qu'elles produisent. La parole est donnée aux différents acteurs qui finalement s'accordent pour dire que les travailleurs sociaux de rue contribuent fortement à un sentiment de sécurité, mais que ceux-ci se refusent de tenir tout propos à ce sujet. Parallèlement, le déploiement de travailleurs sociaux hors murs sur un territoire peut également apporter un sentiment d'insécurité aux habitants d'un quartier, montrant par leur présence la nécessité de sécuriser un périmètre qui serait alors qualifié à risques, ouvrant un imaginaire sur une certaine dangerosité des espaces publics à sécuriser.

La police insiste sur l'importance de la présence des TSHM pour le public mineur. Les forces de l'ordre doivent se montrer exemplaires sur le respect réglementaire et ont, de ce fait, moins de marge de manœuvre dans leur périmètre d'intervention. La collaboration entre des approches porteuses du respect des lois et une ouverture à un accompagnement plus informel ne serait donc plus taboue, mais à contrario, une vraie plus-value à la condition d'un questionnement éthique à porter continuellement sur les pratiques des uns et des autres.

Pour les publics de rue, le caractère préventif de la présence de TSHM est un réel gain, ceux-ci ouvrant des ponts qui permettent de passer d'un sentiment d'insécurité à un apaisement des craintes, qui pacifie les lieux de rencontre.

L'auteur écrira en dernière partie, en regard des données récoltées, un *excursus notionnel*. On peut s'interroger sur le sens d'un essai de conceptualisation en fin d'ouvrage, alors que la problématique et les données sont finalisées. Si l'essai notionnel est un peu éphémère, cela permet toutefois de revisiter les questions d'émancipation versus sécurisation à l'aune des résultats empiriques. Au final, le notionnel restera très exploratoire.

En conclusion, les notions de sécurité/insécurité, sorties de leur écrin, peuvent contribuer à la formalisation du travail de rue. Une expertise en la matière est largement reconnue aux travailleurs de rue. Les effets *sortie de l'ombre* ou tout simplement de mise en lumière de l'expertise de ce corps de métier font clairement partie de l'échiquier large du sécuritaire.

En ce sens, cette recherche est une ouverture à la nécessité d'un décroisement idéologique pour entrer dans de vraies controverses éthiques utiles à tous les professionnels travaillant avec les publics de rue. Pour cela, il importe de ne pas confondre les rôles, de ne pas chercher des consensus mous, mais bien de construire ensemble un appareillage à par-

tir de réalités diverses, tout en donnant la même importance à la parole des uns et des autres, y compris à celle des publics. Pour arriver à cela, il faudra encore quelques recherches pour sortir des tabous et montrer en quoi un rapprochement coopératif est indispensable à l'évolution des métiers. En cela, Vincent Artison initie une voie convaincante dans sa proposition d'autonomie articulant un *je* et un *nous* du social ouverts aux champs de la santé, du sécuritaire, de la justice, de l'économique, voire de l'urbanisme. Ceci en complémentarité et coopération.

*Joëlle Libois, docteure en sciences de l'éducation
et directrice de la HETS de Genève*

Mathias Lindenau & Marcel Meier Kressig (Hrsg.) (2016). Miteinander leben. Ethische Perspektiven eines komplexen Verhältnisses. Vadian Lectures Band 2
(Bielefeld: Transcript Sozialtheorie)

Es handelt sich bei der vorliegenden Veröffentlichung um den dritten Zyklus der 2013 begründeten Vadian Lectures des Zentrums für Ethik und Nachhaltigkeit der Fachhochschule St. Gallen, welcher diesmal unter dem programmatischen Titel «Miteinander Leben» durchgeführt wurde. Vorangegangen waren je ein Zyklus zu «Politik und Ethik» (2013) sowie zur Thematik «Was ist der Mensch?» (2014, unter dem gleichnamigen Titel als erster Band der Vadian Lectures bei Transcript erschienen), und im laufenden Jahr (2016) geht es um «Alles relativ? Zwischen Beliebigkeit und Verantwortung». Mit diesen Themenschwerpunkten ist ein hoher und grundsätzlicher Anspruch gesetzt: Die Vadian Lectures befassen sich nicht mit ethischen Nischenthemen oder aktuellen Eintagsfliegen, sie erheben vielmehr einen grundsätzlichen Anspruch auf fundamentale Fragen menschlichen Daseins und Zusammenlebens.

Entsprechend hochkarätig und illustert sieht denn auch die ReferentInnenliste aus: Moritz Leuenberger, Annemarie Pieper, Konrad Paul Liessmann, Susan Neiman usw. ohne hier vorerst die vier Referenten des Besprechungsbandes anzuführen.

Vielleicht lohnt sich bei dieser Gelegenheit für die Nicht-St.GallerInnen bzw. Nicht-TheologInnen oder HistorikerInnen ein kleiner Hinweis auf den Namensgeber dieser St.Galler Lectures: *Joachim Vadian* (bzw. Joachim von Watt) lebte von 1484 bis 1551 und gilt als bedeutender Humanist, der es während seiner Wienerjahre als Professor für Poetik, aber auch als promovierter Medicus immerhin zum Rektor der Universität Wien brachte, bevor er 1518 wieder nach St. Gallen zurückkehrte und in seinem Heimatort

als Arzt, Reformator, Bürgermeister, Gesandter der Tagsatzung, zeitweiliger Weggefährte von Ulrich Zwingli und bedeutender Chronist auch hierzulande Ruhm und Ansehen erlangte. Vor wenigen Jahren sind im Chronos Verlag sowohl die «Kleinere» wie auch die «Grössere Chronik der Äbte» von Vadian in einer Bearbeitung von Bernhard Stettler neu ediert worden.

Die Referenz an diesen bedeutenden St. Galler Humanisten reiht die Lectures somit in eine Traditionslinie, die ihren ethisch-humanistischen, aber auch den universellen und weltläufigen Anspruch unterstreicht.

Nun aber zum Band selbst:

Dieser enthält die vier Lectures zum Thema «Miteinander Leben» oder – wie es im Klappentext des 110-seitigen Bändchens heisst – zu den «verschiedenen Facetten menschlicher Koexistenz». Stark verkürzt geht es dabei um «Toleranz», «Dialog», «Vertrauen» und «Lebenslügen» – in durchaus kritischer, wenngleich in der Sache immer engagierter Absicht.

In der Einleitung machen die Herausgeber, *Mathias Lindenau* und *Marcel Meier Kressig*, gleich einmal die Komplexität, ja Abgründigkeit der Thematik in ihrer ideengeschichtlichen, ethischen wie auch politischen Dimension sichtbar. Wenn nämlich für das «Miteinander Leben» die Ansprüche an Autonomie, Vernunft, Pluralismus, Gerechtigkeit, Prinzipientreue, Legitimität, Verantwortung, gegenseitige Anerkennung und dann auch noch Verlässlichkeit in den Regelungen zunächst einmal hochgetrieben und dann auch noch unter einen Hut gebracht werden wollen oder sollen – dann ist die Überforderung wohl programmiert. «Mörderische Ethik» wird Peter Singer dann vorgeworfen – nicht weil es angesichts der weltweiten Ungerechtigkeit fast scheinen könnte, «dass wir alle Mörder sind», sondern weil der «Präferenzutilitarismus» auch vor eugenischen Konsequenzen nicht Halt macht und zwar mit dem Vokabular der Vernunft bzw. demjenigen der Metaphysiker im Sinne Rorty's – und damit die Perspektive des «Miteinander Lebens» in arge Schieflage versetzt.

Doch zunächst zurück zur Toleranz: *Heinz Kleger*, einst Assistent bei Hermann Lübbe an der Uni Zürich, inzwischen seit vielen Jahren Professor für Politische Theorie an der Universität Potsdam und dort bürger-schaftlich engagierter Stadtforscher sieht in der «Urbanen Toleranz» die Grundlage für eine tragfähige Koexistenzphilosophie. Paradoxerweise ist es für ihn gerade die städtische Fähigkeit zur Indifferenz, die es erlaubt, Differenzen und Konflikte anzuerkennen und sie genau deshalb auch am ehesten in einen friedlichen und demokratischen Aushandlungsprozess einzubinden vermag.

Spannend sind seine diesbezüglichen Ausführungen zu Spinoza, der – im Gegensatz zu Hobbes, welcher dem vernunftgesteuerten Sicherheitsgedanken absolute Priorität einräumt und dazu die Unterordnung unter den Leviathan fordert – der Freiheit und der Demokratie eine Tugendqualität zubilligt, wodurch überhaupt erst das nötige Vertrauen entstehen kann, das es als Grundlage für eine positive, das Zusammenleben gestaltende bürgerschaftliche Koexistenz braucht und das sich nicht nur negativ legitimiert und aus Furcht vor dem Bürgerkrieg lediglich ein minimalisiertes Nebeneinanderleben erlaubt. Wahrlich eine aktuelle Diskussion!

Mit Blick auf die Soziale Arbeit sollen Klegers Ausführungen zur Bedeutung des «Dezisionismus» und der «Hermeneutik» nicht unerwähnt bleiben: Eine bürgerschaftlich und koexistenzialistisch ausgerichtete Gesellschaft muss gerade auch den Hilfebedürftigen im Sinne eines demokratischen Dezisionismus Entscheidungsfreiheit und Partizipation zubilligen und in einer hermeneutischen Perspektive die Bedeutung kontingenter Traditionen und Einbettungen beachten und sie bewusst einbeziehen.

Allerdings hat auch im urbanen Kontext das Sprechen über die Grenzen der Toleranz zugenommen – und zwar nicht nur in Gestalt der vom rechten politischen Lager gerne postulierten «Null-Toleranz» (daran hat man sich nachgerade gewöhnt), sondern im Zuge der Aufwertung der urbanen Kernzonen auch im viel subtileren Anspruch der Gentrifizierer auf «ihr Recht», sich wohlfühlen und dabei nicht gestört und belästigt zu werden von «den andern». Hier zeichnet sich zweifellos eine neue Herausforderung im urbanen Koexistieren ab, und Kleger fragt sich zu recht besorgt, ob da nicht die repressive Toleranz ein neues Gesicht bekomme.

Alois Riklin setzt sich in seiner Lecture mit Leidenschaft und nicht ohne eine gehörige Portion Pathos «als Wanderprediger» für das «Projekt Weltethos» des Tübinger Theologen Hans Küng ein. Riklin, Bankierssohn, Staatsrechtler und Politikwissenschaftler, ehemaliger Berater von Bundesrat Furgler und emeritierter Rektor der Universität St. Gallen, ist sichtlich stolz darauf, dieses Weltprojekt der religiösen Verständigung mit seinen Prinzipien der Humanität und der Gegenseitigkeit auf der Grundlage des Dialogs ins Zentrum seiner Ausführungen stellen zu können. Vielleicht ist es gerade dieser Anspruch auf eine Weltperspektive mit den postulierten Menschenpflichten und Menschenrechten, der Religionsfreiheit, der Gewaltlosigkeit, der Gleichberechtigung und Solidarität, die ihn dazu bringt, die gängige westliche Perspektive bei einigen umstrittenen Konflikttherden und Gewaltereignissen der letzten Jahrzehnte in die richti-

gen Proportionen zu rücken, wenn er fragt, ob «etwa der völkerrechtswidrige Irak-Krieg nicht von einem mehrheitlich christlichen Land» ausging, oder ein mehrheitlich jüdisches Land «durch sukzessive Besiedlung trotz anderslautender Lippenbekenntnisse einen lebensfähigen Palästinenserstaat verunmöglicht und die Bevölkerung von Gaza in einer Art Freiluftgefängnis drangsaliert», oder wo er aufwirft, ob «Selbstmordattentate und technisch unterentwickelte Raketen etwa schlimmer seien als «Kollateralschäden» von Hightech-Waffen, Streubomben, Phosphorgranaten» usw.: bemerkenswerte Aussagen für einen Oberst der Schweizer Armee.

Martin Hartmann, der Dritte im Bund der Referenten, gehört der jüngeren Generation an, ist Professor für praktische Philosophie an der Uni Luzern und hat sich insbesondere zum Thema Vertrauen eine Namen gemacht.

Unter dem provokanten Titel «Vertrauen gegen seine Liebhaber verteidigt» kommt er in seiner Vadian-Lecture zunächst einmal auf die grassierende Vertrauens-Obsession zu sprechen, wofür es seines Erachtens drei Ebenen gibt: einmal die schiere Nötigung zu einem anonymen und letztlich durch dieses aufgezwungene Vertrauen in das Internet; dann die im Zuge der allgemeinen Vertrauenskrisen (Stichwort: Finanzkrise) populären Forderungen nach immer mehr und besserer Kontrolle zwecks Vermeidung «enttäuschten Vertrauens», da wir «letztlich Angst vor den Verletzungen haben, die Vertrauen möglich macht»; und schliesslich der wachsende Anspruch, die intime Vertrauensqualität des Privaten auch in die Arbeitswelt und überhaupt ins öffentliche Leben zu übertragen, um dort seine persönliche Glaubwürdigkeit jederzeit unter Beweis stellen zu können.

Dem stellt Hartmann nun ein Verständnis von Vertrauen gegenüber, welches das Gegenüber «sich selbst» sein lässt, das darauf vertraut, dass es alleine zurecht kommt und ihm somit die Freiheit der Selbstentfaltung zutraut – eine für die Soziale Arbeit allerdings bedeutsame Betrachtungsweise von Vertrauen; wobei zur Zeit in der gegenteiligen Logik des «Kontrolle ist besser» die Spirale des Vertrauens konsequent nach unten gedreht wird – mit einer damit verbundenen unerbittlichen Konsequenz der selbsterfüllenden Prophezeiung, sodass es gar nicht mehr dazu kommt, die jeweilige «Vertrauenswürdigkeit angemessen einzuschätzen». Das ist für Hartmann das eigentliche Drama: Wir sind heute daran, Handlungsbedingungen zu schaffen, die Vertrauen erschweren, ja recht eigentlich die Basis für gegenseitige Vertrauensbildung zerstören – man denke hier nur an die Transparenzforderungen, den Ruf nach permanentem accounting.

Wenn allerdings Vertrauen mit der Suche nach Vertrautem gleichgesetzt wird, kann der Vertrauensdiskurs gesellschaftlich gesehen auch in die Enge führen. Vertrauen wird dann plötzlich zum Problem und nicht zur Lösung, weil man sich scharf vom Nicht-Vertrauten meint abgrenzen zu müssen. In diesem Fall dürfte ein «respektvolles Einander-aus-dem-Weg-Gehen» vielleicht mehr zum nachhaltigen Miteinander Leben beitragen als der Rückzug in die Wagenburg des «Wir» gegen das «Sie» der andern (Elias/ Scotson).

Schliesslich rundet *Ludwig Hasler* die Lectures mit dem Nachdenken über Lebenslügen ab. Dem Philosophen und erfolgreichen Journalisten und Buchautor, dem die «Verführung zum Denken» ein lebenslanges Anliegen ist, scheint die Frage nach den Lebenslügen und ihrer Bedeutung für das «Miteinander Leben» recht eigentlich auf den Leib geschneidert zu sein. Jedenfalls scheint es kein Zufall zu sein, wenn er zu Beginn Gottfried Kellers «Kleider machen Leute» ins Spiel um Wahrheit und (Lebens-) Lüge bringt. Ethik wird hier unversehens in «Parterre-Position» gebracht. Immanuel Kant habe zwar mit seinem kategorischen Imperativ eine Kultur der Aufrichtigkeit gebracht, aber damit auch eine Absage an die Steigerung des Lebens (Nietzsche). Dieses aber – so Hasler – entscheide sich in der konkreten Situation und nicht bei den «einschlägigen ethischen Agenturen – von Konfuzius über Augustinus bis zu Hans Küng». Mit dieser Anspielung auf vorausgehende Vadian-Lectures setzt er damit mehr auf das Performative und das Dramaturgische alltäglicher Lebensbewältigung, wo im Übrigen die Selbstlüge und Selbsttäuschung der Fremdtäuschung bei weitem den Rang ablaufe. Anhand verschiedener weiterer literarischer Beispiele zeigt Hasler die Lebenslüge als Kreativkraft, weil der Mensch eben nicht eindeutig ist, sondern ambivalent, halb Engel und halb Esel, «irgendwo zwischen dem Geistigen von oben und dem Animalischen von unten».

Aber, und da zieht auch Ludwig Hasler eine scharfe Trennlinie, es gibt auch die kollektive, gesellschaftliche Lebenslüge, die dann prekär werde, wenn sie «die verbindende Idee einer Gesellschaft betrifft» und zwar insbesondere dann, wenn gesellschaftliche Ideen und Entwürfe ideologisch werden oder wenn wir uns «am Schein alter kollektiver Stärken wärmen». Und, so könnte man mit Blick auf die Soziale Arbeit anfügen, wenn die Sanktionierung von Lebenslügen mit Lebenslagen gekoppelt wird und sich die Soziale Arbeit ausschliesslich der Aufrechterhaltung der Ordnung und dem Kampf gegen das Animalische verpflichtet fühlt.

Fazit:

Der schmale Band spielt die Stärke nur leicht bearbeiteter Lectures zur gemeinsamen Thematik des «Miteinander Lebens» vollumfänglich aus. Zwar könnte das ethische Nachdenken darüber leicht einen 1000-seitigen Reader füllen und damit nach allen Seiten hin weitere Vertiefungen ermöglichen, aber es würde ihm kaum so gut gelingen, immer wieder das Ganze und das Grundsätzliche in den Vordergrund zu rücken und auf den Punkt zu bringen, wie es hier geschieht.

Trotz dieser inhaltlichen und argumentativen Verdichtung sind die vier Autoren darauf bedacht, abschliessende Vokabulare über das «Miteinander Leben» zu vermeiden. Denn gerade bei dieser Thematik dürfte es hilfreich und entlastend sein, sorgfältig zwischen dem Privaten und dem Öffentlichen zu unterscheiden. Um mit einem Rorty Zitat zu enden: «Privatisiert den Nietzsche-Sartre-Foucaultschen Versuch zur Authentizität und Reinheit, damit ihr euch davor schützen könnt, in eine politische Einstellung abzugleiten, die euch zu der Überzeugung bringen würde, dass es ein wichtigeres soziales Ziel als die Vermeidung von Grausamkeit gibt.» (Rorty, R. [1992]. Kontingenz, Ironie und Solidarität. Frankfurt: Suhrkamp S. 117). Vielleicht hätte dem sogar Vadian zugestimmt.

Hanspeter Hongler, Professor für Soziale Arbeit mit Schwerpunkt Bildung und Erziehung sowie Community Development im Departement Soziale Arbeit der Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften (ZHAW)

Edgar Baumgartner & Peter Sommerfeld (2016). Betriebliche Soziale Arbeit – Empirische Analyse und theoretische Verortung (Wiesbaden: Springer VS)

Betriebliche Soziale Arbeit (BSA) in der Schweiz? Die wenigen Publikationen zum Thema BSA deuten nicht auf ein populäres Feld innerhalb der Sozialen Arbeit hin. 23 Publikationen werden angezeigt, wenn das Stichwort «betriebliche Sozialarbeit» in die Suchleiste der St. Gallener Fachhochschulbibliothek eingegeben wird. Auch gibt es nur ein paar wenige Anbieter der BSA in der Schweiz, welche Leistungen flächendeckend anbieten. Ausserdem besteht auch kein Rechtsanspruch seitens der Erwerbstätigen auf Beratungsleistungen. D. h., es gibt keine gesetzlichen oder sozialpartnerschaftlich geregelten Sozialleistungen im Rahmen der BSA. Die Leistungen der BSA werden von Unternehmen auf freiwilliger Basis eingekauft oder die Erwerbstätigen müssen sich selbst darum kümmern: «Die Verantwortung für die Betriebliche Sozialarbeit ist durch die Unterneh-

mensleitung der AuftraggeberInnen definiert», heisst es im Leitbild der BSA von AvenirSocial. Ob die BSA im Grundstudium des B.A. Soziale Arbeit ein Thema ist, darüber lässt sich nur spekulieren. Angesichts der zunehmenden psychosozialen Risiken am Arbeitsplatz, den beunruhigenden Statistiken der WHO diesbezüglich zu Depressionen, steigenden Sterberaten und Selbsttötungen aufgrund von Stress, Mobbing oder übermässigen Arbeitsbelastungen sollte der Bereich der BSA im Zeitalter der Industrie 4.0 Hochkonjunktur haben.

Hochkonjunktur hat sie nicht, aber die BSA hat Potenzial. Das zeigen die Autoren Prof. Dr. Edgar Baumgartner, Leiter des Instituts Professionsforschung und kooperative Wissensbildung der FHNW, und Prof. Dr. Peter Sommerfeld, Dozent am Institut Soziale Arbeit und Gesundheit der FHNW, in ihrem 270 Seiten starken Buch zu «Betriebliche Soziale Arbeit – Empirische Analyse und theoretische Verortung». Baumgartner und Sommerfeld zeigen, dass die BSA in den Modernisierungsprozessen der Schweiz fest verankert ist: Z.B. in der Tradition der Bühler AG durch eine Fabrikfürsorgestelle und Fabrikpfleger_innen oder im Schweizer Verband Volksdienst, der sich für die alkoholfreie Verpflegung der Armeetruppen im ersten Weltkrieg einsetzte. In der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts schlossen sich Fabrikfürsorger_innen zum «Schweizerischen Berufsverband Sozialarbeitender in Betrieben» zusammen, der dann fast ein halbes Jahrhundert später in AvenirSocial mündete. Die heutigen Aufgaben der BSA haben sich entsprechend der Transformationen der kapitalistischen Wirtschaftsweise angepasst. Im Mittelpunkt der aktuellen BSA stehen nicht mehr die patriarchale Fürsorge und Kontrolle der richtigen Lebensweise, sondern die Beratung bei Konflikten am Arbeitsplatz im Kontext von psychosozialen, gesundheitlichen, persönlichen, familiären und finanziellen Konflikten (vgl. Kapitel 1).

«Bei der näheren Beschäftigung mit der Betrieblichen Sozialen Arbeit», schreiben Baumgartner und Sommerfeld in ihrem Vorwort, «wird vor allem schnell deutlich, dass sich solche Äusserungen [bezüglich des Potenzials] kaum auf empirische Grundlagen stützen, dass sich die Forschung bislang nicht um eine empirische oder theoretische Fassung der betrieblichen Sozialen Arbeit bemüht hat». Die Autoren hoffen, dass ihr Beitrag als ein Deutungsangebot der eigenen Praxis und zur Weiterentwicklung der BSA dient. Dies scheint auch dringend nötig zu sein, wenn man den Autoren folgt, dass scheinbar aus einer genuin sozialarbeiterischen Perspektive der Kern der BSA nicht auszumachen und das Arbeitsfeld der BSA bisher praktisch ohne empirische Forschung ausgekommen

ist. In diesem Zusammenhang ist die Zielsetzung der Autoren, den funktionalen Bezugspunkt der BSA in den Unternehmen zu benennen und aufzuzeigen, wie die BSA ans Wirtschaftssystem andocken kann, damit Angebote geschärft, Zuständigkeiten formuliert und vor allem sich Qualität und Professionalität der sozialarbeiterischen Tätigkeit entwickeln können (vgl. Einleitung).

Endlich liegt nun mit ihrem Buch ein für die Schweiz spezifischer Überblick vor, der sich dem Thema BSA sowohl geschichtlich, theoretisch als auch empirisch mit Begriffsbestimmungen sowie dem aktuellen Kenntnis- und Diskussionsstand widmet (vgl. Kapitel 1.2). Der grosse Gewinn dieses Buches – um dies schon vorwegzunehmen – liegt in der Darstellung des Potenzials der BSA, welches mittels Ergebnissen aus Arbeitsfeldanalysen in einem Pilotunternehmen, Fallanalysen der betrieblichen Sozialberatung sowie der konzeptionellen Weiterentwicklung der BSA im Pilotunternehmen belegt wird (vgl. Kapitel 3–5). Konkret heisst das, dass dieser empirische Zugang auf einer Fallstudie basiert, um Strategien, Wahrnehmungen und Praktiken einer BSA am Beispiel eines Schweizer Grossunternehmens für Telekommunikation zu verdeutlichen. Unterstützt wird der empirische Zugang durch eine quantitative Befragung zu betrieblichen Sozialberatungen und deren Aufgabenprofilen in Deutschland und der Schweiz. Auf dieser empirischen Grundlage erarbeiten Baumgartner und Sommerfeld einen Vorschlag zur Positionierung, inhaltlichen Ausgestaltung sowie der Neukonzeptionierung der BSA. Mit ihren Ergebnissen wird das Potenzial einer BSA, im Kontext einer arbeitsfeldspezifischen Handlungstheorie der Sozialen Arbeit im Betrieb, deutlich. Die empirischen Untersuchungen bestätigen die vielfältigen Hilfestellungen der BSA und die damit verbundenen Verbesserungen in der Lebensführung der jeweiligen Klient_innen (vgl. Kapitel 6). Auf diesen letzten Aspekt soll im Folgenden ein kleines Schlaglicht geworfen werden.

Baumgartner und Sommerfeld greifen zur Weiterentwicklung der BSA das Konzept der «Integration und Lebensführung» auf (vgl. Kapitel 6.2.1). Dieses Konzept, welches von Sommerfeld et al. an der FHNW entwickelt worden ist, bietet Fachpersonen der Sozialen Arbeit einen theoretischen Bezugsrahmen sowie verschiedene Instrumente und Verfahren, um die psychosoziale Dynamik eines Falles und seine soziale Dimension zu erfassen, einzuschätzen sowie diese diagnostische Einschätzung gezielt in Aushandlungsprozesse mit Klient_innen sowie des Betriebes einzubringen (vgl. www.soziale-diagnostik.ch/konzept-integration-und-lebensfuhrung, abgerufen am 19.12.16). So kann die BSA ihre Interventionen nach-

vollziehbar und begründet auf die konkrete Falldynamik abstimmen und günstige Bedingungen fördern. Die inhaltliche Gestaltung der BSA zielt hierbei auf eine gelingende Lebensführung im Hinblick auf ein subjektiv gutes Leben ab (vgl. S 231). Davon ausgehend identifizieren die Autoren verschiedene Mittel der BSA, wie Beratung, Präventionsangebote oder Fallmanagement sowie fünf Zuständigkeitsbereiche der BSA:

- › Identifizieren von Problemen in der Lebensführung ausserhalb des Unternehmens (Scheidung, Trauer, Erziehung)
- › Identifizieren von sozialen Problemen im Unternehmen (z.B. Mobbing, sexuelle Belästigung, Stress)
- › Identifizieren von Problemen im Hinblick auf soziale Gerechtigkeit (Abhängigkeits- und Anerkennungsproblematiken, Gleichstellung)
- › Gestaltung von Übergängen und Schaffung von Integrationsoptionen (Krankheit, Elternzeit, Pension)
- › Unterstützung des Unternehmens die eigene soziale Verantwortung im Gemeinwesen wahrzunehmen (Corporate Social Responsibility, Ehrenamt, Freiwilligendienste im Hinblick auf Jugendarbeitslosigkeit u. a.)

Diese (Neu)Konzeption der BSA unterscheidet sich demnach «von anderen Akteursgruppen, die primär in der ökonomischen Rationalität und damit im Interesse des Unternehmens handeln (müssen)» (S. 235). Für das Pilotunternehmen, so zeigt es die Fallstudie, entstehen durch die neuen Zuständigkeitsbereiche der BSA nicht nur eine Qualitätssteigerung in der Beziehung zu den Mitarbeitenden, sondern auch eine soziale Orientierung.

Es bleibt zu hoffen, dass dieses Buch wichtige Impulse für die sich im Spannungsfeld der Legitimation und der Wirtschaftlichkeit befindlichen BSA liefern kann. Denn derzeit ist die BSA «kaum mehr als eine Randgrösse» (S. 256f.), um auf zukünftige Organisationsentwicklungen oder psychosoziale Risiken Einfluss zu nehmen. Hier wäre künftig zu fragen, wie die BSA ihre Funktionalität beweisen, ihr Image aufbessern und die Professionalisierung der Sozialarbeitenden vorantreiben kann. Theoretische und empirische Begründungen liegen durch das Buch von Baumgartner und Sommerfeld vor. Nun gilt es, die notwendigen Diskussionen hierzu zu führen und die entsprechenden Mittel zu erarbeiten.

*Stefan Paulus, Dr. rer. pol., Dozent am Institut
für Soziale Arbeit (IFSA) der Fachhochschule
St.Gallen*